

## CE MONDE QUI BOUGE

Syrie, le retour  
d'Al Qaïda

En reprenant Palmyre le 27 mars avec l'appui de la Russie, le régime syrien a cru avoir fait l'essentiel et pensait que l'effondrement des groupes djihadistes n'était peut-être qu'une question de temps. Cette victoire intervenait un mois après l'entrée en vigueur de la trêve, le 27 février, imposée par Moscou et Washington aux protagonistes syriens et à leurs alliés arabes et turcs. Une trêve qui n'incluait pas la ville d'Alep et les régions sous contrôle de l'Etat islamique (Daesh) et du Front Al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda). A noter d'ailleurs qu'Al-Nosra, exclu de la table de négociations, en dépit de l'insistance des Saoudiens et de leurs alliés pour l'imposer, avait rejeté tout accord de cessez-le-feu avec le régime syrien.



Par Hassane Zerrouky

Certes, les armes se sont bien tuées durant au moins quatre semaines. Mais Moscou et Damas vont vite déchanter. Car cette trêve – et nombreux sont les observateurs et experts qui sont d'accord sur ce point – a surtout profité au Front Al-Nosra qui a pu reconstruire ses forces – plusieurs centaines en provenance de Turquie – et recevoir des armes. Selon Jane's, l'agence de renseignement britannique, Washington a livré plus de 3 000 tonnes d'armes au Front Al-Nosra et à ses alliés entre fin décembre 2015 et avril dernier. Chargées dans le port roumain de Constanta, les armes avaient été transportées par cargos affrétés par Washington qui déversaient leurs cargaisons dans le port d'Akaba (Jordanie) après avoir transité par le port militaire turc d'Agalar. Et pas n'importe quelles armes : des armes lourdes, des missiles et... des drones. Ce qui a permis au cours des mois de mars et d'avril à Al-Nosra et ses alliés d'Ahrar Sham et de Jaich Al-Islam, de coordonner leurs attaques sur plusieurs fronts dans les régions d'Alep, de Hama, de Lattaquié, Damas, et d'enfoncer les lignes syriennes. Et grâce aux drones livrés gracieusement par Washington, Al-Nosra a filmé et diffusé des vidéos donnant à voir ses avancées sur le terrain et des missiles frappant les positions de l'armée de Bachar et de ses alliés iraniens et du Hezbollah. Au même moment, l'armée syrienne faisait face dans cette même région d'Alep à une offensive de Daesh, à Al-Khanasser. De fait, elle se battait sur deux fronts, contre Daesh et Al-Nosra (Qaïda), ce dont convient l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH, proche des Frères musulmans).

C'est dans ce contexte d'effondrement du cessez-le-feu, où chacun des deux camps se rejetait la responsabilité de la reprise des hostilités, que le régime syrien a cru bon d'organiser des élections législatives, et que le HCN (opposition syrienne) et ses parrains saoudiens, qataris et turcs décident, avec l'aval des Occidentaux, notamment de la France, de durcir le ton et de remettre sur le tapis le départ de Bachar Al-Assad.

C'est aussi dans ce contexte que le chef d'Al-Qaïda, Ayman Zawahiri, a refait surface. Dans un message diffusé le 8 mai, Zawahiri a dit sa fierté de voir la Syrie devenir «l'espoir de la nation musulmane, parce que c'est la seule révolution du "printemps arabe" qui a suivi le bon chemin», avant de marquer sa différence avec Daesh, assurant : «Nous ne menaçons pas, ne décapitons pas, ne frappons pas d'excommunication ceux qui se battent contre nous.» Un appel du pied à l'Occident honni ? Sans doute.

Toujours est-il que les critiques envers l'Arabie Saoudite dans des médias occidentaux, en particulier français, la qualifiant d'«alliée encombrante» (*Le Nouvel Observateur*) ou d'entretenir «des rapports troubles avec le djihad» (*Le Point*), ont quelque peu baissé. Et que rares sont les médias qui s'émouvent encore de ce que le territoire turc continue de servir de transit pour les armes et les djihadistes. C'est plutôt Damas et Moscou qui sont de nouveau ciblés et jugés seuls responsables de la dégradation de la situation en Syrie.

Mardi donc, sans surprise, la réunion de Vienne sur la Syrie s'est terminée sans date de reprise des pourparlers de paix intersyriens. Qui plus est, le chef de la diplomatie américaine, John Kerry, a déclaré que la date du 1<sup>er</sup> août fixée pour que les acteurs du conflit syrien conviennent du cadre d'une transition politique est un «objectif» et pas «une date-butoir». Place donc à la guerre. C'est sans doute cela le but recherché par ceux, Arabie Saoudite en tête, qui ne veulent pas d'une issue politique basée sur un compromis acceptable par tous les protagonistes de la crise syrienne, dont le régime de Bachar.

Faut-il rappeler que Moscou et Washington s'étaient initialement entendus sur la mise en place d'une délégation représentative de l'ensemble des forces d'opposition, y compris les Kurdes, avant que cette proposition ne tombe à l'eau, en raison du refus de Riyad et d'Ankara qui ne voulaient pas voir les Kurdes et leurs alliés laïques arabes du Front démocratique syrien (FDS), à la table de négociations ?

H. Z.

## LIBYE

L'Union africaine soutient  
le gouvernement d'union nationale

**L'Union africaine (UA) soutient le gouvernement d'union nationale libyen, a déclaré hier à Rome le ministre tchadien des Affaires étrangères, Moussa Faki Mahamat, dont le pays exerce la présidence tournante de l'UA.**

«La situation en Libye mérite toute notre attention. Ce pays est en passe de devenir un sanctuaire du terrorisme», a déclaré le ministre tchadien à l'ouverture de la première conférence Italie-Afrique, organisée à Rome avec la participation d'une quarantaine de pays d'Afrique. «Nous adressons

une invitation à réaliser la paix et la concorde nationale dans ce pays et nous nous félicitons de la mise en place du gouvernement d'union nationale», a-t-il ajouté. «Nous saluons les décisions courageuses prises à Vienne», a poursuivi le chef de la diplomatie tchadienne, en référence à la décision,

prise lundi dans la capitale autrichienne par les grandes puissances et les pays voisins de la Libye, de soutenir le réarmement du gouvernement d'union nationale à Tripoli. Le ministre italien des Affaires étrangères Paolo Gentiloni a assuré quant à lui que l'Afrique représentait un «pari stratégique» pour son pays mais il a mis en garde contre «un optimisme facile».

«Il y a tant de défis et de dangers, en commençant par le terrorisme», a-t-il souligné. M. Gentiloni a assuré que le

projet italien de «Migration Compact», un vaste programme d'aide de l'Union européenne au continent africain, avait «un large consensus» au sein de l'UE et «de nombreuses voix africaines y sont très favorables». Le chef de la diplomatie italienne a précisé travailler pour parvenir, lors du sommet européen de juin, à «un paquet de décisions» concrètes avec des «projets spécifiques dans sept à huit pays africains, ceux les plus touchés par les phénomènes migratoires».

## TURQUIE

## Quatre soldats tués par l'explosion d'une bombe

**Quatre soldats ont été tués et neuf autres blessés hier par l'explosion d'une bombe au passage de leur convoi dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie, a indiqué l'armée, attribuant l'attaque au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).**

La bombe artisanale a explosé au passage de leur véhicule blindé sur une route reliant Semdinli et Aktükün, dans la province de Hakkari, frontalière avec l'Irak et

l'Iran, a précisé l'état-major dans un communiqué.

Les blessés, dont quatre sont dans un état grave, ont été transportés à l'hôpital, selon l'armée.

Huit soldats avaient été tués et huit autres blessés vendredi dans la même province de Hakkari au cours d'une opération militaire contre le PKK, selon l'état-major. Un militaire a par ailleurs été tué hier dans la province de Mardin, également dans le sud-est de la Turquie, par des membres du PKK, selon l'armée.

Le sud-est à majorité kurde de la Turquie vit au rythme des combats quotidiens entre forces de sécurité turques et

rebelles depuis la reprise des hostilités l'été dernier qui a sonné le glas des pourparlers de paix entre Ankara et le PKK pour mettre un terme à une rébellion qui a fait 40 000 morts depuis 1984.

Les opérations lancées par l'armée pour neutraliser les militants du PKK, qui ont dressé des barricades dans plusieurs villes du sud-est et proclamé un «soulèvement urbain», ont tué des dizaines de civils et provoqué l'exode de dizaines de milliers d'autres.

Des centaines de rebelles ont été tués dans les heurts par les forces de sécurité qui ont essuyé aussi de nombreuses pertes dans leur rang.

## LIBAN

## Peine de mort requise contre 106 personnes accusées de terrorisme

**Un juge d'instruction libanais a requis hier la peine de mort contre 106 personnes, en majorité des Syriens, pour leur implication dans les combats ayant opposé des terroristes à l'armée libanaise dans l'est du pays à l'été 2014, selon une source judiciaire.**

Dans son acte d'accusation, la juge d'instruction militaire Najat Abou Chakra, citée par l'AFP, a inculpé 73 Syriens, 32 Libanais et un Palestinien pour appartenir à des «organisations terro-

ristes», avoir attaqué la localité libanaise d'Aarsal près de la frontière avec la Syrie, et avoir enlevé et tenté de tuer des militaires et des policiers libanais. Quelque 77 inculpés sont en déten-

tion et les 29 autres en fuite.

Une trentaine de militaires et policiers libanais avaient été enlevés en août 2014 à l'issue de violents combats à Aarsal entre l'armée d'une part et le groupe terroriste Daesh et le Front Al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda) d'autre part. Quatre des kidnappés ont été exécutés par les deux groupes terroristes.

Après de longues négociations, Al-Nosra a libéré en

décembre 16 soldats et policiers en échange de la libération de prisonniers islamistes au Liban. Daesh détient toujours neuf militaires.

Après le début du conflit en 2011 chez son voisin syrien, le Liban, qui accueille plus d'un million de réfugiés chez lui, a été régulièrement le théâtre d'attentats à la bombe et de combats entre l'armée et les terroristes.

## RUSSIE

## Les sanctions européennes dans une impasse

Les sanctions européennes contre la Russie sont dans une impasse et sont en train de nuire aux économies des membres de l'Union européenne (UE), a estimé hier une porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

La tenue d'un vote au conseil régional de Vénétie (nord-est de l'Italie) contre les sanctions visant la Russie montre que «le processus de la propagande anti-Russie, dans le contexte ukrainien, est entré dans une impasse»,

a jugé Mme Zakharova, citée par le journal russe *Izvestia*.

Les élus italiens devaient se prononcer sur «la reconnaissance de la Crimée en tant que partie intégrante de la Russie et sur la levée des sanctions frappant Moscou», ajoute la même source. Stefano Valdegamberi, un conseiller régional de Vénétie, avait déclaré lundi à partir de cette ville que les sanctions contre la Russie étaient «une erreur».

La Vénétie, dont le chef-lieu est Venise, a souffert des répercussions

liées aux sanctions visant l'économie russe, a-t-il ajouté.

L'UE a adopté plusieurs séries de sanctions contre la Russie depuis 2014, accusant Moscou de son implication dans les conflits armés en Ukraine.

La Russie a rejeté à plusieurs reprises ces accusations et a répliqué en août 2014 à ces sanctions, interdisant l'importation de certains produits alimentaires venant de pays ayant imposé des sanctions contre elle.

APS